

Internationale situationniste

Bulletin central édité par les sections de l'Internationale situationniste

Numéro 11

Octobre 1967 — Directeur : G.-E. Debord — Rédaction : BP 75-06 Paris

Comité de Rédaction : MUSTAPHA KHAYATI, J.V. MARTIN, DONALD NICHOLSON-SMITH, RAOUL VANEIGEM

Tous les textes publiés dans Internationale Situationniste peuvent être librement reproduits, traduits ou adaptés même sans indication d'origine.

Nos buts et nos méthodes dans le scandale de Strasbourg

LES DIVERSES MANIFESTATIONS de stupeur et d'indignation qui ont fait écho à la brochure situationniste *De la misère en milieu étudiant*, publiée aux frais de la section strasbourgeoise de l'Union Nationale des Étudiants de France, si elles ont eu l'effet opportun de faire lire assez largement les thèses contenues dans la brochure même, ne pouvaient manquer d'accumuler les contresens dans l'exposé et le commentaire de ce qui a été l'activité de l'I.S. en la circonstance. En face des illusions de tous genres entretenues par des journaux, des autorités universitaires, et même un certain nombre d'étudiants irréfléchis, nous allons maintenant préciser ici quelles ont été exactement les conditions de notre intervention, et rappeler quels buts nous poursuivions par les moyens qui nous ont paru y correspondre.

Plus erronée même que les exagérations de la presse, ou de certains avocats adverses, sur l'ampleur des sommes que l'I.S. aurait saisi l'occasion de piller dans les caisses du malheureux syndicat d'étudiants, se trouve être cette information aberrante, dont les récits journalistiques ont fréquemment fait état, selon laquelle l'I.S. aurait pu s'abaisser à faire campagne devant les étudiants de Strasbourg, pour les persuader de la validité de ses perspectives, et pour faire élire un bureau sur un tel programme. Pas davantage, nous n'avons entrepris le moindre noyautage de l'U.N.E.F., en y glissant secrètement des partisans. Il suffit de nous lire pour comprendre que tels ne peuvent être nos champs d'intérêt, ni nos méthodes. En fait, quelques étudiants de Strasbourg vinrent nous trouver, pendant l'été de 1966, et nous firent savoir que six de leurs amis — et non eux-mêmes — venaient d'être élus comme direction de l'Association étudiante locale (A.F.G.E.S.), sans programme d'aucune sorte, et en dépit du fait qu'ils étaient notoirement connus dans l'U.N.E.F. comme des extrémistes en désaccord complet avec toutes les variantes de sa décomposition, et même résolus à tout casser. Leur élection, au reste tout à fait régulière, manifestait donc à l'évidence et le désintéret absolu de la base, et l'aveu d'impuissance définitive de ce qui restait de bureaucrates dans cette organisation. Ceux-ci calculaient sans doute que le bureau « extrémiste » ne saurait pas trouver une quelconque expression de ses intentions négatives. C'était inversement la crainte des étudiants qui vinrent alors nous trouver ; et c'est principalement pour ce motif qu'eux-mêmes n'avaient pas cru devoir personnellement figurer dans cette « direction » : car seul un coup d'une certaine ampleur, et non quelque justification humoristique, pouvait sauver ses membres de l'air de compromission que comporte immédiatement un si pauvre rôle. Pour achever la complexité du problème, alors que les étudiants qui nous parlaient connaissaient les positions de l'I.S., et déclaraient les approuver en général, ceux qui étaient membres du bureau les ignoraient plutôt, mais comptaient principalement sur nos interlocuteurs pour définir au mieux l'activité qui pourrait correspondre à leur bonne volonté subversive.

À ce stade, nous nous sommes bornés à conseiller la rédaction et la publication, par eux tous, d'un texte de critique générale du mouvement étudiant et de la société, un tel travail comportant au moins pour eux l'utilité de leur faire clarifier en commun ce qui leur restait confus. Nous soulignâmes en outre que le fait de disposer d'argent et de crédit était le point essentiel utilisable de la dérisoire autorité qui leur avait été si imprudemment laissée ; et qu'un emploi non-conformiste de ces ressources aurait à coup sûr l'avantage de choquer beaucoup de monde, et par là de faire mieux voir ce qu'ils pourraient mettre de non-conformiste dans le contenu. Ces camarades approuvèrent nos avis. Dans le développement de ce projet, ils restèrent en contact avec l'I.S., particulièrement par l'intermédiaire de Mustapha Khayati.

La discussion et les premières ébauches de rédaction entreprises collectivement par ceux qui nous avaient rencontrés et les membres du bureau de l'A.F.G.E.S. — tous résolus à mener à bonne fin cette affaire — apportèrent au plan une importante modification. Tous se montraient d'accord sur le fond de la critique à produire, et précisément sur les grandes lignes telles que Khayati avait pu les évoquer, mais se découvrirent incapables d'aboutir à une formulation satisfaisante, surtout dans le bref délai que leur imposait la date de la rentrée universitaire. Cette incapacité ne doit pas être considérée comme la conséquence d'un grave manque de talent, ou de l'inexpérience, mais tout simplement était produite par l'extrême hétérogénéité de ce groupe, dans le bureau et à côté du bureau. Leur rassemblement préalable sur la base d'accord la plus vague les rendait très peu aptes à rédiger ensemble l'expression d'une théorie qu'ils n'avaient pas réellement reconnue ensemble. Des oppositions et méfiances personnelles apparaissaient en outre entre eux à mesure que le projet prenait de l'ampleur ; le ralliement à la variante la plus large et la plus sérieuse qu'il serait possible de concevoir pour ce coup constituant d'ailleurs leur seule réelle volonté commune. Dans de telles conditions, Mustapha Khayati se trouva conduit à assumer presque seul l'essentiel de la rédaction du texte, qui fut à mesure discuté et approuvé dans ce groupe d'étudiants à Strasbourg, et aussi par les situationnistes à Paris — ces derniers étant seuls à y introduire des adjonctions tant soit peu notables, en nombre du reste limité.

Diverses mesures préliminaires annoncèrent la parution de la brochure. Le 26 octobre, le cybernéticien Moles (cf. I.S. 9, page 44), enfin parvenu à une chaire de psycho-sociologie pour s'y adonner à la programmation des jeunes cadres, en fut chassé dès les premières minutes de son cours inaugural par les tomates que lui lançaient une douzaine d'étudiants (le même traitement a été appliqué à Moles, en mars, au Musée des Arts Décoratifs de Paris, où ce robot conforme devait discourir sur le contrôle des populations par les méthodes de l'urbanisme ; cette dernière réfutation lui était portée par une trentaine de jeunes anarchistes, appartenant à des groupes qui veulent ramener la critique révolutionnaire dans toutes les questions modernes). Peu après ce cours inaugural, certainement aussi insolite que Moles lui-même dans les annales de l'Université, l'A.F.G.E.S. entreprit l'affichage, en guise de publicité pour la brochure, d'un comics réalisé par André Bertrand, *Le retour de la colonne Durruti*, document qui avait le mérite d'exposer dans les termes les plus nets ce que ses camarades pensaient faire de leurs fonctions : « La crise générale des vieux appareils syndicaux, des bureaucraties gauchistes, se faisait sentir partout et principalement chez les étudiants, où l'activisme n'avait depuis longtemps plus d'autre ressort que le dévouement le plus sordide aux idéologies défraîchies et l'ambition la moins réaliste. Le dernier carré de professionnels qui élut nos héros n'avait même pas l'excuse d'une mystification. Ils placèrent leur espoir d'un renouveau dans un groupe qui ne cachait pas ses intentions de saborder au plus vite et pour le mieux tout ce militantisme archaïque. »

La brochure fut distribuée à brûle-pourpoint aux personnalités officielles, lors de la rentrée solennelle de l'Université ; simultanément le bureau de l'A.F.G.E.S. faisait savoir que son seul programme « étudiant » était la dissolution immédiate de cette association, et convoquait une assemblée générale extraordinaire pour voter là-dessus. On sait que la perspective horrifia aussitôt beaucoup de gens. « Ce serait la première manifestation concrète d'une révolte qui vise tout bonnement à détruire la société », écrivait un journal local (*Dernières Nouvelles*, 4-12-66). Et *L'Aurore* du 26 novembre : « L'Internationale situationniste, organisation qui compte quelques adhérents dans les principales capitales d'Europe. Ces anarchistes se prétendent révolutionnaires et veulent "prendre le pouvoir". Le prendre non pour le conserver, mais pour semer le désordre et détruire même leur propre autorité. » Et même, à Turin, la *Gazetta del Popolo* du même jour manifestait des inquiétudes démesurées : « Il s'agirait toutefois de considérer si d'éventuelles mesures de représailles... ne risqueraient pas d'entraîner des désordres... »

À Paris et dans d'autres villes universitaires de France, l'Internationale situationniste, électrisée par le triomphe obtenu par ses adeptes à Strasbourg, s'apprête à déchaîner une offensive de grand style pour s'assurer le contrôle des organismes étudiants. » À ce moment il nous fallait prendre garde à un nouveau facteur décisif : les situationnistes devaient se défendre d'une récupération dans l'actualité journalistique ou la mode intellectuelle. La brochure s'était finalement transformée en un texte de l'I.S. ; nous n'avions pas cru devoir refuser d'aider ces camarades dans leur volonté de porter un coup contre le système, et cette aide n'avait malheureusement pas pu être moindre. Cet engagement de l'I.S. nous donnait pour la durée de l'opération une fonction de direction de facto, que nous ne voulions en aucun cas prolonger au-delà de cette action commune limitée : peu nous importe, comme tout le monde peut s'en douter, le lamentable milieu étudiant. Nous avions seulement à agir, dans ce cas comme toujours, pour faire réapparaître, par la pratique sans concessions qui est son support exclusif, la nouvelle critique sociale qui se constitue présentement. C'est le caractère inorganisé du groupe d'étudiants de Strasbourg qui, à la fois, avait créé la nécessité de l'intervention situationniste directe, et avait empêché même la réalisation d'un dialogue ordonné, qui seul eût pu garantir un minimum d'égalité dans la décision. Le débat qui définit normalement une action commune entre des groupes indépendants n'avait guère de réalité dans le cas d'un agglomérat d'individus qui montraient toujours plus qu'ils étaient réunis dans l'approbation de l'I.S., et séparés à tous autres propos.

Il va de soi qu'une telle carence ne constituait aucunement à nos yeux une recommandation pour l'ensemble de ce groupe d'étudiants, dans la mesure où il paraissait vouloir plus ou moins s'intégrer à l'I.S., en quelque sorte pour faire l'économie de sa propre affirmation. Le manque d'homogénéité des Strasbourgeois avait eu aussi l'occasion d'apparaître, à un degré que nous n'avions pu prévoir, sur une question inattendue : plusieurs avaient soudainement hésité devant la distribution brutale du texte dans la cérémonie de la rentrée de l'Université. Khayati avait dû montrer aux personnes concernées qu'on ne doit pas essayer de faire les scandales à moitié, ni espérer au milieu d'un acte de ce genre que l'on pourrait être moins compromis, quand on a déjà choisi de l'être, en n'étendant pas trop loin la résonance du coup — et qu'au contraire le succès d'un scandale est la seule sauvegarde relative de ceux qui l'ont sciemment déclenché. Plus inacceptable encore que l'hésitation tardive sur un point de tactique aussi sommaire, nous paraissait l'éventualité dans laquelle certains de ces individus si peu sûrs les uns des autres en viendraient à faire des déclarations en notre nom. Mustapha Khayati fut alors chargé par l'I.S. de faire préciser par les membres du bureau de l'A.F.G.E.S. qu'aucun d'eux n'était situationniste. Ce qu'il firent par leur communiqué du 29 novembre : « Aucun des membres de notre bureau ne fait partie de l'Internationale Situationniste, mouvement qui publie depuis quelque temps la revue du même nom, mais nous nous sommes proclamés entièrement solidaires de ses analyses et perspectives ». Sur la base de cette autonomie affirmée, l'I.S. adressa alors une lettre à André Schneider, président de l'A.F.G.E.S., et à Vayr-Piova, vice-président, pour affirmer sa solidarité complète avec ce qu'ils avaient fait. Cette solidarité de l'I.S. a été toujours maintenue depuis, tant par notre refus immédiat du dialogue avec ceux qui essayèrent de nous approcher tout en proclamant une certaine hostilité envieuse envers les responsables du bureau (voire en ayant la sottise de dénoncer leur action auprès de l'I.S. comme étant de nature « spectaculaire » !), que par l'aide financière et le soutien public devant la répression subséquente (cf. au début d'avril une déclaration signée par 79 étudiants de Strasbourg qui se solidarisaient avec Vayr-Piova, alors exclu de l'Université, sanction qui fut rapportée quelques mois après). Schneider et Vayr-Piova gardèrent devant les sanctions et les menaces une attitude très ferme ; cependant cette fermeté ne se retrouva pas au même degré dans leur attitude vis-à-vis de l'I.S.

La répression judiciaire aussitôt entamée à Strasbourg — qui s'est poursuivie depuis par une série, encore ouverte, de procès qui confirment ce début —, se concentra sur une prétendue illégalité du bureau de l'A.F.G.E.S., soudainement considéré, depuis la publication de la brochure situationniste, comme un « comité de fait » usurpant la représentation syndicale des étudiants. Cette répression était d'autant plus nécessaire que l'union sacrée des bourgeois, des stalinien et des curés, réalisée contre l'A.F.G.E.S., disposait visiblement parmi les 18 000 étudiants de la ville, d'une « force » encore moins considérable que celle du bureau. Elle s'ouvrit par l'ordonnance du tribunal des référés en date du 13 décembre, qui mettait sous séquestre les locaux et la gestion de l'Association, et interdisait l'assemblée générale convoquée par le bu-

reau pour le 16, dans le but d'y faire voter la dissolution de l'A.F.G.E.S. Ce jugement, qui reconnaissait implicitement (mais à tort) qu'une majorité des étudiants que l'on empêchait ainsi de voter risquait d'approuver la position du bureau, en gelant l'évolution des événements, entraîna pour nos camarades — dont la seule perspective était de liquider sans délai leur propre position dirigeante — l'obligation de prolonger leur résistance jusqu'à la fin de janvier. La meilleure pratique du bureau, jusque-là, avait été le traitement qu'il réserva à une quantité de journalistes accourus pour solliciter des interviews : refus du plus grand nombre, boycott insultant de ceux qui représentaient les pires institutions (Télévision française, Planète) ; ainsi une partie de la presse put-elle être amenée à donner une version plus exacte du scandale, et à reproduire moins infidèlement les communiqués de l'A.F.G.E.S. Puisqu'on en était aux mesures administratives, et puisque le bureau in partibus de l'A.F.G.E.S. avait conservé le contrôle de la section locale de la Mutuelle Nationale des Étudiants, il riposta en décidant le 11 janvier, et en exécutant cette décision dès le lendemain, la fermeture du « Bureau d'aide psychologique universitaire » qui en dépendait, « considérant que les B.A.P.U. sont la réalisation en milieu étudiant du contrôle para-policiier d'une psychiatrie répressive, dont la claire fonction est de maintenir... la passivité de toutes les catégories d'exploités... », considérant que l'existence d'un B.A.P.U. à Strasbourg est une honte et une menace pour tous les étudiants de cette université qui sont résolus à penser librement ». À l'échelon national l'U.N.E.F., que la révolte de sa section strasbourgeoise — jusque là considérée comme exemplaire — obligeait à reconnaître sa faillite générale, sans évidemment aller jusqu'à défendre les vieilles illusions de liberté syndicale qui étaient si franchement refusées à ses opposants par les autorités, ne pouvait tout de même reconnaître l'exclusion judiciaire du bureau de Strasbourg. À l'assemblée générale de l'Union Nationale, tenue à Paris le 14 janvier, vint donc une délégation de Strasbourg qui, dès l'ouverture de la séance, exigea le vote préalable de sa motion de dissolution de toute l'U.N.E.F., « considérant que l'affirmation de l'U.N.E.F. en tant que syndicat réunissant l'avant-garde de la jeunesse (Charte de Grenoble, 1946) coïncide avec une période où le syndicalisme ouvrier était depuis longtemps vaincu et devenu un appareil d'autorégulation du capitalisme moderne, travaillant à l'intégration de la classe ouvrière au système marchand... considérant que la prétention avant-gardiste de l'U.N.E.F. est démentie à tout moment par ses mots d'ordre et sa pratique sous-réformistes... considérant que le syndicalisme étudiant est une pure et simple imposture et qu'il est urgent d'y mettre fin ». Cette motion se concluait en appelant « tous les étudiants révolutionnaires du monde... à préparer avec tous les exploités de leurs pays une lutte impitoyable contre tous les aspects du vieux monde, en vue de contribuer à l'avènement du pouvoir international des Conseils Ouvriers ». Deux associations seulement, celle de Nantes et celle des « Étudiants en maisons de repos », ayant voté avec Strasbourg pour que ce préalable fût posé avant l'audition du rapport de gestion de la direction nationale (il faut noter pourtant que, dans les semaines précédentes, les jeunes bureaucrates de l'U.N.E.F. avaient réussi à renverser deux autres bureaux d'association spontanément favorables à la position de l'A.F.G.E.S., à Bordeaux et à Clermont-Ferrand), la délégation de Strasbourg quitta aussitôt un débat où elle n'avait rien d'autre à dire.

La sortie finale du bureau de l'A.F.G.E.S., ne devait cependant pas être aussi digne. À ce moment, trois situationnistes se trouvèrent exclus, pour avoir commis en équipe — et pour s'être trouvés contraints d'avouer devant l'I.S. — plusieurs mensonges calomnieux dirigés contre Khayati, qu'ils comptaient, par ce beau détour, faire lui-même exclure (cf. le tract de l'I.S. en date du 22 janvier : Attention ! trois provocateurs). Leur exclusion n'avait aucun rapport avec le scandale de Strasbourg — en ceci, comme en tout, ils avaient ostensiblement approuvé les conclusions des débats de l'I.S. —, mais deux d'entre eux se trouvaient être Alsaciens. D'autre part, nous l'avons dit plus haut, certains des étudiants de Strasbourg avaient commencé à trouver mauvais que l'I.S. ne récompensât pas leurs insuffisances en les recrutant. Les menteurs exclus cherchèrent auprès d'eux un public peu exigeant, et dans ce cercle crurent couvrir leurs précédents mensonges, et leurs aveux, par une inflation nouvelle de mensonges. Ainsi tous les repoussés s'unirent dans la prétention mystique d'aller au-delà de cette pratique qui les condamnait. Ils commencèrent à croire les journaux ; et même à en rajouter. Ils se virent masses qui auraient vraiment « saisi le pouvoir » dans une sorte de Commune de Strasbourg. Ils se dirent qu'ils n'avaient pas été traités comme un prolétariat révolutionnaire mérité de l'être. Ils s'assurèrent que leur action historique avait dépassé toute théorie antérieure : en oubliant que la seule « action » discernable dans un incident

de ce genre était, tout au plus, la rédaction d'un texte, ils compensèrent collectivement par une inflation d'illusionnisme leur déficience à cet égard. Il ne s'agissait de rien de plus ambitieux que de rêver ensemble quelques semaines, en forçant toujours plus sur la drogue des truquages, réitérés avec précipitation. La douzaine d'étudiants de Strasbourg qui avait effectivement soutenu le scandale se divisa en deux parts égales. Le problème supplémentaire agit donc comme révélateur. À ceux qui restèrent « partisans de l'I.S. », nous n'avions évidemment rien à promettre pour l'avenir, et nous avons nettement dit que nous ne le faisons à aucun degré : ceux-là n'avaient qu'à être, inconditionnellement, partisans de la vérité. Vayr-Piova et d'autres devinrent partisans du mensonge avec les exclus « garnautins » (quoique certainement sans avoir connaissance de plusieurs excessives maladresses dans les fabrications récentes de Frey et Garnaut, mais en en connaissant tout de même beaucoup). André Schneider, dont les menteurs souhaitaient l'appui parce qu'il était tenant du titre de président de l'A.F.G.E.S., abreuvé par eux tous de fausses nouvelles, eut la faiblesse de les croire sans autre examen, et de contresigner une de leurs déclarations. Mais après quelques jours seulement, s'avisant tout seul d'un certain nombre déjà de mensonges indiscutables que ces gens trouvaient normal d'évoquer entre initiés pour le sauvetage de leur mauvaise cause, Schneider ne douta pas un instant qu'il devait affirmer publiquement l'erreur de son premier mouvement : par le tract Souvenirs de la maison des morts, il dénonça ceux qui l'avaient abusé, et qui lui avaient fait partager la responsabilité d'un faux-témoignage monté contre l'I.S. Le retournement de Schneider, dont les menteurs avaient sous-estimé le caractère, et qui s'était trouvé ainsi témoin privilégié du dernier état de leur manipulation collective des faits gênants, porta un coup définitif, à Strasbourg même, aux exclus et à leurs complices, déjà discrédités partout ailleurs. Dans leur dépit, les malheureux qui s'étaient tant mis en frais, la semaine d'avant, pour obtenir la caution de Schneider, proclamèrent alors qu'il était notoirement un faible d'esprit, et cédaient tout simplement « au prestige de l'I.S. » (c'est un fait qui se reproduit de plus en plus fréquemment depuis quelque temps, dans les débats les plus divers, que le « prestige de l'I.S. » soit ainsi maladroitement identifié par des menteurs avec le simple fait de dire la vérité ; amalgame qui assurément nous honore). D'ailleurs, avant que trois mois ne soient écoulés, l'association de Frey et consorts avec Vayr-Piova et tous ceux qui voulaient bien les soutenir d'une adhésion à peine sollicitée (ils furent jusqu'à 8 ou 9) devait étaler elle-même au grand jour sa triste réalité : fondée sur la base de mensonges enfantins par des individus qui s'estiment réciproquement comme de malhabiles menteurs, ce fut exactement la démonstration, involontairement parodique, d'un genre d'« action collective » qu'il ne faut en aucun cas commettre ; et avec les gens qu'il ne faut à aucun degré fréquenter ! On les vit mener ensemble une dérisoire campagne électorale devant les étudiants de Strasbourg. De pédants débris de pseudo-souvenirs d'idées et de phrases situationnistes étaient utilisés, par dizaines de pages, avec une totale inconscience du ridicule, dans le seul but de garder le « pouvoir » à la section strasbourgeoise de la M.N.E.F., fief micro-bureaucratique de Vayr-Piova, rééligible le 13 avril. Aussi heureux dans ce cas que dans leurs manœuvres précédentes, ils se trouvèrent en plus battus par d'aussi bêtes qu'eux, staliniens et chrétiens plus naturellement friands d'électoratisme ; et qui s'offrirent en prime le luxe de dénoncer leurs déplorables rivaux comme de « faux situationnistes ». Dans le tract L'I.S. vous l'avait bien dit, publié le lendemain, André Schneider et ses camarades montrèrent aisément à quel point cette tentative ratée d'exploitation publicitaire des restes du scandale survenu cinq mois plus tôt s'avouait comme le reniement complet de l'esprit et des perspectives affirmées alors. Vayr-Piova, dans un communiqué diffusé le 20 avril, déclarait pour finir : « Je trouve jouissant de me voir enfin dénoncé comme "non-situationniste" — chose que j'ai toujours proclamée ouvertement depuis que l'I.S. s'est érigée en puissance officielle ». On a ici un échantillon suffisant d'une immense littérature déjà oubliée. Que l'I.S. soit devenue une puissance officielle, voilà une de ces thèses typiques de Vayr-Piova ou Frey, qui peuvent être examinées par ceux qui s'intéressent à la question ; et selon les conclusions qu'ils adopteront, ils sauront aussi ce qu'ils doivent penser de l'intelligence de tels théoriciens. Mais à côté de ceci, le fait que Vayr-Piova proclame — « ouvertement », ou serait-ce même « secrètement », dans une « proclamation » réservée aux plus discrets complices de ses mensonges, par exemple ? — qu'il ne fait pas partie de l'I.S. depuis, quelle que soit la date qu'il voudra bien lui assigner, le jour de notre transformation en « puissance officielle », voilà qui est un mensonge caractérisé. Tous ceux qui le connaissent savent que jamais Vayr-Piova n'a eu l'occasion de se dire autre chose que « non-situationniste » (voir

ce que nous avons écrit plus haut du communiqué de l'A.F.G.E.S. en date du 29 novembre 1966).

Les plus heureux résultats de cet ensemble d'incidents sont, bien entendu, au-delà de ce nouvel exemple, opportunément très remarqué, de notre refus d'enrôler tout ce que le néo-militantisme en quête de subordination glorieuse peut jeter sur notre route. Non moins négligeable peut être considéré cet aspect du résultat qui a fait prendre acte d'une décomposition irrémédiable de l'U.N.E.F., plus achevée même que le donnait à penser sa pitoyable apparence : le coup de grâce résonnait encore en juillet, à Lyon, à son 56e Congrès, au cours duquel le triste président Vandenburg devait avouer : « L'unité de l'U.N.E.F. a cessé depuis longtemps. Chaque association vit (note de l'I.S. : ce terme reste prétextuellement inadéquat) de façon autonome, sans faire aucune référence aux mots d'ordre du bureau national. Le décalage croissant entre la base et les organismes de direction a atteint un état de dégradation important. L'histoire des instances de l'U.N.E.F. n'est qu'une suite de crises... La réorganisation et la relance de l'action n'ont pas été possibles. » À égalité dans le comique se placent les quelques remous constatés parmi les universitaires qui crurent devoir pétitionner encore une fois sur ce phénomène d'actualité : on concevra aisément que nous jugions la position publiée par les quarante professeurs et assistants de la faculté des lettres de Strasbourg qui dénoncèrent les faux étudiants à l'origine de cette « agitation en vase clos » autour de faux problèmes « sans l'ombre d'une solution », plus logique et socialement plus rationnelle (comme d'ailleurs les attendus du juge Llabador) que cette pateline tentative d'approbation incompétente que firent circuler en février quelques débris modernistes-institutionnalistes groupés autour d'un maigre croûton à ronger aux chaires de « Sciences humaines » de Nanterre (le hardi Touraine, le loyal Lefebvre, le pro-chinois Baudrillard, le subtil Lourau).

En fait, nous voulons que les idées redeviennent dangereuses. On ne pourra pas se permettre de nous supporter, dans la pâte molle du faux intérêt éclectique, comme des Sartre, des Althusser, des Aragon, des Godard. Notons le mot plein de sens d'un professeur d'université nommé Lhuillier, rapporté par Le Nouvel Observateur du 21 décembre : « Je suis pour la liberté de penser. Mais s'il y a des Situationnistes dans la salle, qu'ils sortent. » Sans négliger tout à fait l'utilité que la diffusion de certaines vérités sommaires a pu avoir pour accélérer très légèrement le mouvement qui porte la jeunesse française retardataire vers la prise de conscience d'une prochaine crise plus générale de la société, nous croyons qu'une importance beaucoup plus nette est attribuable à la diffusion de ce texte, comme facteur de clarification, dans quelques autres pays où un tel processus est déjà bien plus manifeste. Les situationnistes anglais ont écrit dans la présentation de leur édition du texte de Khayati : « La critique la plus hautement développée de la vie moderne a été produite dans un des moins hautement développés parmi les pays modernes, dans un pays qui n'a pas encore atteint ce point où la désintégration complète de toutes les valeurs devient patente et engendre corollairement les forces d'un refus radical. Dans le contexte français, la théorie situationniste a marché en avant des forces sociales par lesquelles elle sera réalisée. » Les thèses de La misère en milieu étudiant ont été beaucoup plus réellement entendues aux États-Unis ou en Angleterre (en mars, la grève de la London School of Economics a fait une certaine impression, le commentateur du Times y découvrant avec tristesse un retour de la lutte des classes, qu'il croyait finie). Ceci est vrai aussi, dans une moindre mesure en Hollande — où la critique de l'I.S., recoupant une critique plus cruelle des événements eux-mêmes, n'a pas été sans effet sur la dissolution récente du mouvement « provo » — et dans les pays scandinaves. Les luttes des étudiants de Berlin-Ouest cette année en ont elles-mêmes retenu quelque chose, quoique dans un sens encore très confus.

Mais bien entendu, la jeunesse révolutionnaire n'a pas d'autre voie que la fusion avec la masse des travailleurs qui, à partir de l'expérience des nouvelles conditions d'exploitation, vont reprendre la lutte pour la domination de leur monde, pour la suppression du travail. Quand la jeunesse commence à connaître la forme théorique actuelle de ce mouvement réel qui partout ressurgit spontanément du sol de la société moderne, ce n'est là qu'un moment du cheminement par lequel cette critique théorique unifiée, qui s'identifie à une unification pratique adéquate, s'emploie à briser le silence et l'organisation générale de la séparation. C'est uniquement dans ce sens que nous trouvons le résultat satisfaisant. De cette jeunesse, nous excluons évidemment la fraction aliénée aux semi-privileges de la formation universitaire : ici est la base naturelle pour une consommation admirative d'une supposée théorie

situationniste, comme dernière mode spectaculaire. Nous n'avons pas fini de décevoir et de démentir ce genre d'approbation. On verra bien que l'I.S. ne doit pas être jugée sur les aspects superficiellement scandaleux de certaines manifestations par lesquelles elle apparaît, mais sur sa vérité centrale essentiellement scandaleuse.

Les situationnistes et les nouvelles formes d'action contre la politique et l'art

JUSQU'ICI, nous nous sommes principalement attachés à la subversion en utilisant des formes, des catégories, héritées des luttes révolutionnaires, du siècle dernier principalement. Je propose que nous complétions l'expression de notre contestation par des moyens qui se passent de toute référence au passé. Il ne s'agit pas pour autant d'abandonner des formes à l'intérieur desquelles nous avons livré le combat sur le terrain traditionnel du dépassement de la philosophie, de la réalisation de l'art, et de l'abolition de la politique ; il s'agit de parachever le travail de la revue, là où elle n'est pas encore opérante.

Une bonne partie des prolétaires se rendant compte qu'ils n'ont aucun pouvoir sur l'emploi de leur vie, le savent, mais ne l'expriment pas selon le langage du socialisme et des précédentes révolutions.

Crachons au passage sur ces étudiants devenus militants de base de groupuscules à vocation de parti de masse, qui osent parfois prétendre que l'I.S. est illisible pour les ouvriers, que son papier est trop glacé pour être mis dans les musettes et que son prix ne tient pas compte du S.M.I.G. Les plus conséquents avec eux-mêmes diffusent donc, ronéotée, l'image qu'ils se font de la conscience d'une classe où ils cherchent fébrilement leur Ouvrier Albert. Ils oublient, entre autres choses, que lorsque les ouvriers lisaient de la littérature révolutionnaire, ils allaient jusqu'à payer cher, relativement plus cher que le prix d'une place au T.N.P., et que lorsque l'envie les reprendra de le faire, ils n'hésiteront pas à dépenser deux ou trois fois ce qu'il faut pour acheter Planète. Mais ce que négligent avant tout ces détracteurs de la typographie, c'est que les rares individus qui prennent leurs bulletins sont précisément ceux qui ont les quelques références pour nous comprendre du premier coup, et que ce qu'ils écrivent est parfaitement illisible pour les autres. Quelques-uns, qui ignorent la densité de lecture des graffitis dans les W.C., ceux des cafés en particulier, ont tout juste pensé qu'avec une écriture parodiant celle de l'école communale, sur des papiers collés sur les gouttières à la façon des annonces de location d'appartements, il serait possible de faire coïncider le signifiant et le signifié de leurs slogans. Nous avons ici la mesure de ce qu'il ne faut pas faire.

Il s'agit pour nous de relier la critique théorique de la société moderne à la critique en actes de cette même société. Sur-le-champ, en détournant les propositions mêmes du spectacle, nous donnerons les raisons des révoltes du jour et du lendemain.

Je propose que nous nous attachions :

1. à l'expérimentation du détournement des photos-romans, des photographies dites pornographiques, et que nous infligions sans ambage leur vérité en rétablissant de vrais dialogues. Cette opération fera crever à la surface les bulles subversives qui spontanément, mais plus ou moins consciemment, se forment pour se dissoudre aussitôt chez ceux qui les regardent. Dans le même esprit, il est également possible de détourner, au moyen de phylactères, toutes les affiches publicitaires ; en particulier celles des couloirs du métro, qui constituent de remarquables séquences.

2. à la promotion de la guérilla dans les mass-media ; forme importante de la contestation, non seulement au stade de la guérilla urbaine, mais encore auparavant. La voie a été ouverte par ces Argentins qui investirent le poste de commande d'un journal lumineux et lancèrent ainsi leurs propres consignes et slogans. Il est possible de profiter encore quelque temps du fait que les studios de radio et de télévision ne sont pas gardés par la troupe. Plus modestement, on sait que tout radio-amateur peut, sans grands frais, brouiller, sinon émettre, au niveau du quartier ; que la taille réduite de l'appareillage nécessaire permet une très grande mobilité et, ainsi, de se jouer des repérages trigonométriques. Au Danemark, un groupe de dissidents du P.C. a pu, il y a quelques années, posséder sa propre radio pirate. De fausses éditions de tel ou tel périodique peuvent ajouter au désarroi de l'ennemi. Cette liste d'exemples est vague et limitée pour des raisons évidentes.

L'illégalité de telles actions interdit à toute organisation qui n'a pas choisi la clandestinité un programme suivi dans ce domaine, car il ne

cessiterait la constitution en son sein d'une organisation spécifique ; ce qui ne peut se concevoir (et être efficace) sans cloisonnement, donc hiérarchie, etc. En un mot, sans retrouver la pente savonneuse du terrorisme. Il convient de se référer plutôt ici à la propagande par le fait, qui est un mode très différent. Nos idées sont dans toutes les têtes — c'est bien connu — et n'importe quel groupe sans lien avec nous, quelques individus qui se réunissent pour cette occasion, peuvent improviser, améliorer les formules expérimentées ailleurs par d'autres. Ce type d'action non concertée ne peut viser à des bouleversements définitifs, mais peut utilement ponctuer la prise de conscience qui se fera jour. D'ailleurs, il ne s'agit pas de s'obnubiler sur le mot illégalité. Le plus grand nombre des actions dans ce domaine peut ne contrevenir en rien aux lois existantes. Mais la crainte de telles interventions amènera les directeurs de journaux à se méfier de leurs typographes, ceux des radios de leurs techniciens, etc., en attendant la mise au point de textes répressifs spécifiques.

3. à la mise au point de comics situationnistes. Les bandes dessinées sont la seule littérature vraiment populaire de notre siècle. Des crétiens marqués par leurs années de lycée n'ont pu s'empêcher de dissenter là-dessus ; mais ce n'est pas sans déplaisir qu'ils vont lire et collectionner les nôtres. Ils les achèteront même sans doute pour les brûler. Qui ne ressent immédiatement combien il serait facile, pour notre tâche de « rendre la honte encore plus honteuse », par exemple de transformer 13, rue de l'Espoir en 1, bd du Désespoir, en intégrant à l'arrière-plan quelques éléments supplémentaires, ou simplement en changeant les ballons. On voit que cette méthode prend le contrepied du Pop'art qui décompose en morceaux le comics. Ceci vise au contraire à rendre au comics sa grandeur et son contenu.

4. à la réalisation de films situationnistes. Le cinéma, qui est le moyen d'expression le plus neuf et sans doute le plus utilisable de notre époque, a piétiné près de $\frac{3}{4}$ de siècle. Pour résumer, disons qu'il était effectivement devenu le « 7e art » cher aux cinéphiles, aux ciné-clubs, aux associations de parents d'élèves. Constatons pour notre usage que le cycle s'est terminé (Ince, Stroheim, le seul Âge d'or, Citizen Kane et M. Arkadin, les films lettristes) ; même s'il reste à découvrir chez les distributeurs étrangers ou dans les cinémathèques certains chefs-d'œuvre, mais d'une facture classique et récitative. Approprions-nous les balbutiements de cette nouvelle écriture ; approprions-nous surtout ses exemples les plus achevés, les plus modernes, ceux qui ont échappé à l'idéologie artistique plus encore que les séries B américains : les actualités, les bandes-annonces, et surtout le cinéma publicitaire.

Au service de la marchandise et du spectacle, c'est le moins qu'on puisse dire, mais libre de ses moyens, le cinéma publicitaire a jeté les bases de ce qu'entrevoit Eisenstein lorsqu'il parlait de filmer La Critique de l'Économie politique ou l'Idéologie allemande.

Je me fais fort de tourner Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchande d'une façon immédiatement perceptible aux prolétaires de Watts qui ignorent les concepts impliqués dans ce titre. Et cette mise en forme nouvelle contribuera sans aucun doute à approfondir, à exacerber, l'expression « écrite » des mêmes problèmes ; ce que nous pourrions vérifier, par exemple, en tournant le film Incitation au meurtre et à la débauche avant de rédiger son équivalent dans la revue, Correctifs à la conscience d'une classe qui sera la dernière. Le cinéma se prête particulièrement bien, entre autres possibilités, à l'étude du présent comme problème historique, au démantèlement des processus de réification. Certes la réalité historique ne peut être atteinte, connue et filmée, qu'au cours d'un processus compliqué de médiations qui permette à la conscience de reconnaître un moment dans l'autre, son but et son action dans le destin, son destin dans son but et son action, sa propre essence dans cette nécessité. Médiation qui serait difficile si l'existence empirique des faits eux-mêmes n'était déjà une existence médiatisée qui ne prend une apparence d'immédiateté que dans la mesure où, et parce que, d'une part la conscience de la médiation fait défaut, et que d'autre part, les faits ont été arrachés du faisceau de leurs déterminations, placés dans un isolement artificiel et mal reliés au montage dans le cinéma classique. Cette médiation a précisément manqué, et devait nécessairement manquer, au cinéma pré-situationniste, qui s'est arrêté aux formes dites objectives, à la reprise des concepts politico-moraux, quand ce n'est pas au récitatif de type scolaire avec toutes ses hypocrisies. Cela est plus compliqué à lire qu'à voir filmé, et voilà bien des banalités. Mais Godard, le plus célèbre des Suisses pro-chinois, ne pourra jamais les comprendre. Il pourra bien récupérer, comme à son habitude, ce qui précède — c'est-à-dire dans ce qui précède récupérer un mot, une idée comme celle des films publicitaires — il ne pourra

jamais faire autre chose qu'agiter des petites nouveautés prises ailleurs, des images ou des mots-vedettes de l'époque, et qui ont à coup sûr une résonance, mais qu'il ne peut saisir (Bonnot, ouvrier, Marx, made in U.S.A., Pierrot le Fou, Debord, poésie, etc.). Il est effectivement un enfant de Mao et du coca-cola.

Le cinéma permet de tout exprimer, comme un article, un livre, un tract ou une affiche. C'est pourquoi il nous faut désormais exiger que chaque situationniste soit en mesure de tourner un film, aussi bien que d'écrire un article (cf. *Anti-public relations*, n° 8, p. 59). Rien n'est trop beau pour les nègres de Watts.

RENÉ VIÉNET

Avoir pour but la vérité pratique

EN ESSAYANT de présenter aux nouvelles forces révolutionnaires un modèle de cohérence théorico-pratique, l'I.S. se trouve à chaque instant en mesure et en demeure de sanctionner, par l'exclusion ou la rupture, les manquements, les insuffisances, les compromissions de ceux qui en font — ou reconnaissent en elle — le stade expérimental le plus avancé de leur projet commun. Si la génération insurgée, résolue à fonder une société nouvelle, se montre, au départ de principes premiers et indiscutables, attentive à briser toute tentative de récupération, ce n'est nullement par goût de la pureté mais par simple réflexe d'autodéfense. Venant d'organisations qui préfigurent dans leurs traits essentiels le type d'organisation sociale à venir, la moindre des exigences consiste à ne pas tolérer des gens que le pouvoir s'entend à tolérer parfaitement.

Sous son aspect positif, la réponse « exclusion » et « rupture » pose la question de l'adhésion à l'I.S. et de l'alliance avec les groupes et les individus autonomes. Dans sa définition minimum des organisations révolutionnaires, la 7e Conférence a insisté notamment sur le point suivant : « Une organisation révolutionnaire refuse toute reproduction en elle-même des conditions hiérarchiques du monde dominant. La seule limite de la participation à sa démocratie totale, c'est la reconnaissance et l'auto-appropriation par tous ses membres de la cohérence de sa critique : cette cohérence doit être dans la théorie critique proprement dite, et dans le rapport entre cette théorie et l'activité pratique. Elle critique radicalement toute idéologie en tant que pouvoir séparé des idées et idées du pouvoir séparé ».

La cohérence de la critique et la critique de l'incohérence sont un seul et même mouvement, condamné à se détruire et à se figer en idéologie dès l'instant où la séparation s'introduit entre les différents groupes d'une fédération, entre individus d'une organisation, entre la théorie et la pratique d'un membre de cette organisation. Dans la lutte globale où nous sommes engagés, céder d'un pouce sur le front de la cohérence, c'est laisser la séparation l'emporter sur toute la ligne. Voilà qui incite à la plus grande prudence : à ne jamais tenir notre cohérence pour acquise, à rester lucide sur les dangers qui la menacent dans l'unité fondamentale des conduites individuelles et collectives, à prévenir et à éviter ces dangers.

Qu'une fraction secrète ait pu se former parmi nous, mais aussi qu'elle se soit trouvée rapidement démasquée, indique assez la rigueur et le manque de rigueur dont nous avons fait preuve dans la transparence des rapports inter-subjectifs. En d'autres termes, cela signifie que le rayonnement de l'I.S. tient essentiellement en ceci : elle est capable de faire un exemple, à la fois dans le sens négatif, en montrant ses faiblesses et en les corrigeant, et dans le sens positif, en tirant de ses corrections de nouvelles exigences. Nous avons souvent répété qu'il importait de ne pas se tromper sur les personnes ; il faut le prouver sans cesse et accroître du même coup l'impossibilité de se tromper sur nous. Et ce qui vaut pour les personnes vaut également pour les groupes.

On connaît le mot de Socrate à l'un des jeunes gens auxquels il s'adressait : « Parle un peu que je te voie ». Nous sommes en mesure d'éviter ce genre de Socrate et ce genre de jeunes gens si le caractère exemplaire de notre activité assure la force d'irradiation de notre présence dans et contre le spectacle dominant. Aux caïds de la récupération et aux minables qui vont s'entendre de conserve pour nous présenter comme un groupe dirigeant, il convient d'opposer l'exemple anti-hiérarchique d'une radicalisation permanente ; ne rien dissimuler de nos expériences, établir par la diffusion de nos méthodes, de nos thèses critiques, de nos procédés d'agitation, la plus grande transparence sur la réalité du projet collectif de libération de la vie quotidienne.

L'I.S. doit agir comme un axe qui, recevant son mouvement des impulsions révolutionnaires du monde entier, précipite, de façon unitaire, la tournure radicale des événements.

À la différence des secteurs retardataires qui s'obstinent à rechercher avant tout l'unité tactique (les Fronts communs, nationaux, populaires), l'I.S. et des organisations autonomes alliées se rencontreront seulement dans la recherche d'une unité organique, considérant que l'unité tactique n'a d'efficacité que là où l'unité organique est possible. Groupe ou individu, il faut que chacun vive à la vitesse de radicalisation des événements afin de les radicaliser à son tour. La cohérence révolutionnaire n'est rien d'autre.

Assurément, nous sommes encore loin d'une telle harmonie de progression, mais nous y sommes engagés tout aussi sûrement. Des premiers principes à leur réalisation, il y a l'histoire des groupes et des individus, qui est aussi celle de leurs retards possibles. Seule la transparence dans la participation réelle arrête la menace qui pèse sur la cohérence : la transformation du retard en séparation. Tout ce qui nous sépare encore de la réalisation du projet situationniste tient à l'hostilité du vieux monde où nous vivons, mais la conscience de ces séparations contient déjà ce qui va les résoudre.

Or, c'est précisément dans la lutte engagée contre les séparations que le retard apparaît à des degrés divers ; c'est là que la non-conscience du retard obscurcit la conscience des séparations, introduit l'incohérence. Quand la conscience pourrit, l'idéologie suinte. On les a vus garder par devers soi, l'un (Kotányi) les résultats de ses analyses, les communiquant au compte-goutte avec la supériorité d'une clepsydre sur le temps, les autres (exclus de la dernière averse), leurs manques à tous égards, faisant le paon bien que la queue n'y soit pas. L'attentisme mystique et l'œcuménisme égalitaire avaient la même odeur. Passez donc, grotesque muscade, saltimbanques des malaises incurables.

La notion de retard appartient au mode ludique, elle rejoint celle de meneur de jeu. De même que la dissimulation du retard, ou la dissimulation d'expériences, recrée la notion de prestige, tend à transformer le meneur de jeu en chef, engendre les conduites stéréotypées, le rôle avec ses séquelles névrotiques, ses attitudes tourmentées, son inhumanité, de même la transparence permet d'entrer dans le projet commun avec l'innocence calculée des joueurs phalanstériens rivalisant entre eux (composite), changeant d'occupation (papillonne), ambitionnant d'atteindre à la radicalité la plus poussée (cabaliste). Mais l'esprit de légèreté passe par l'intelligence des rapports de lourdeur. Il implique la lucidité sur les capacités de chacun.

Des capacités, nous ne voulons rien savoir hors de l'usage révolutionnaire qui s'en peut faire, usage qui prend son sens dans la vie quotidienne. Le problème n'est pas que certains vivent, pensent, baisent, tirent, parlent mieux que d'autres, mais bien qu'aucun camarade ne vive, ne pense, ne baise, ne tire ou ne parle si mal qu'il en vienne à dissimuler ses retards, à jouer les minorités brimées, et à réclamer, au nom même de la plus-value qu'il accorde aux autres par ses propres insuffisances, une démocratie de l'impuissance où il affirmerait évidemment sa maîtrise. En d'autres termes, il faut pour le moins que chaque révolutionnaire ait la passion de défendre ce qu'il a de plus cher : sa volonté de réalisation individuelle, le désir de libérer sa propre vie quotidienne.

Si quelqu'un renonce à engager la totalité de ses capacités — et par conséquent à les développer — dans le combat pour sa créativité, ses rêves, ses passions, de sorte qu'y renonçant il renonce par le fait à lui-même, il s'interdit aussitôt de parler en son nom et, a fortiori au nom d'un groupe qui porte en lui les chances de réalisation de tous les individus. Son goût du sacrifice, son choix de l'inauthentique, l'exclusion ou la rupture ne font que les concrétiser publiquement, avec la logique de la transparence à laquelle il a manqué.

Sur l'adhésion, sur l'alliance, l'exemple de la participation réelle au projet révolutionnaire décide souverainement. La conscience des retards, la lutte contre les séparations, la passion d'atteindre à plus de cohérence, tel est ce qui doit fonder entre nous, comme entre l'I.S. et les groupes autonomes ou les fédérations futures, une confiance objective. Il y a tout lieu d'espérer que nos alliés rivaliseront avec nous dans la radicalisation des conditions révolutionnaires, comme nous attendrons que rivalisent avec les situationnistes ceux qui auront choisi de les rejoindre. Tout permet de supposer qu'à un certain degré d'extension de la conscience révolutionnaire, chaque groupe aura atteint une cohérence telle que la qualité de meneur de jeu de tous les participants et le caractère dérisoire des retards laisseront aux individus le droit de varier dans leurs options et de changer d'organisation selon leurs affinités passion-

nelles. Mais la prééminence momentanée de l'I.S. est un fait dont il faut aussi tenir compte, une heureuse disgrâce, comme le sourire ambigu du chat-tigre des révolutions invisibles.

Parce que l'Internationale dispose aujourd'hui d'une richesse théorique et pratique qui n'augmente qu'une fois partagée, appropriée et renouvelée par les éléments révolutionnaires (jusqu'à ce que l'I.S. et les groupes autonomes disparaissent à leur tour dans la richesse révolutionnaire), elle se doit d'accueillir seulement ceux qui le désirent en connaissance de cause, c'est-à-dire quiconque a fait la preuve que parlant et agissant pour lui-même, il parle et agit au nom de beaucoup ; soit en créant par sa praxis poétique (tract, émeute, film, agitation, livre) un regroupement des forces subversives, soit en se trouvant seul détenteur de la cohérence dans l'expérience de radicalisation d'un groupe. L'opportunité du passage à l'I.S. devient dès lors une question de tactique à débattre : ou le groupe est assez fort pour céder un des meneurs de jeu, ou son échec est tel que les meneurs de jeu sont seuls à décider, ou le meneur de jeu n'a pas réussi, par suite de circonstances objectives inéluctables, à former un groupe.

Partout où le nouveau prolétariat expérimente son émancipation, l'autonomie dans la cohérence révolutionnaire est le premier pas vers l'autogestion généralisée. La lucidité que nous nous efforçons d'entretenir sur nous-mêmes et sur le monde enseigne qu'il n'y a, dans la pratique de l'organisation, ni précision ni avertissement superflus. Sur la question de la liberté, l'erreur de détail est déjà une vérité d'État.

RAOUL VANEIGEM

La pratique de la théorie

FACTICES

NOUS CROYONS UTILE de signaler qu'un certain nombre de personnes qui n'ont jamais eu aucune sorte de relation avec les situationnistes se sont fait passer ça et là, à des fins diverses, pour membres de l'I.S.

L'aspect misérable des opinions qu'ils peuvent exprimer devrait suffire à mettre en garde leurs auditeurs, du moment que ceux-ci pensent à garder, en présence de ce genre de sollicitations, un minimum de méfiance. Le fait nous a été signalé à Bordeaux, à Grenoble, ailleurs. À Paris, après un certain Dominique Frager qui a opéré vers le mois de décembre, les nommés Christian Descamps et Alain Guillerm se sont essayés dans le même rôle peu soutenable en avril.

Nous rappelons que les seules voies pour prendre contact avec l'I.S. consistent à écrire à notre adresse (B.P. 307-03 Paris), ou à être présenté par un des groupes organisés avec lesquels nous acceptons d'entretenir des relations. Les noms d'un nombre suffisant de membres de l'I.S. sont toujours mentionnés dans chaque numéro de cette revue. Quiconque peut prétendre éviter à quelqu'un ce nécessaire filtrage se désigne par là comme mythomane ou provocateur. Attention !

LA SEPTIÈME CONFÉRENCE

LA 7e CONFÉRENCE de l'I.S. s'est tenue à Paris du 5 au 11 juillet 1966. Elle a discuté des questions suivantes : l'organisation de l'I.S. ; l'organisation en général ; le développement de nos rapports avec des courants révolutionnaires qui apparaissent maintenant ; l'état actuel de ce processus et les conditions qui le déterminent dans différentes zones du monde ; la révolution et l'économie sous-développée ; la culture ; les méthodes nouvelles pour l'agitation ; le moment de l'abolition du pouvoir séparé ; les publications situationnistes et les traductions ; le financement de nos activités ; le choix des travaux théoriques à développer. Un accord général s'est manifesté pour chacun des sujets débattus.

DÉFINITION MINIMUM DES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES

(Cette définition a été adoptée par la VIIe Conférence de l'I.S.) [Paris, juillet 1966]

CONSIDÉRANT QUE le seul but d'une organisation révolutionnaire est l'abolition des classes existantes par une voie qui n'entraîne pas une nouvelle division de la société, nous qualifions de révolutionnaire toute organisation qui poursuit avec conséquence la réalisation internationale du pouvoir absolu des Conseils Ouvriers, tel qu'il a été esquissé par l'expérience des révolutions prolétariennes de ce siècle.

Une telle organisation présente une critique unitaire du monde, ou n'est rien. Par critique unitaire, nous entendons une critique prononcée

globalement contre toutes les zones géographiques où sont installées diverses formes de pouvoirs séparés socio-économiques, et aussi prononcée globalement contre tous les aspects de la vie.

Une telle organisation reconnaît le commencement et la fin de son programme dans la décolonisation totale de la vie quotidienne ; elle ne vise donc pas l'autogestion du monde existant par les masses, mais sa transformation ininterrompue. Elle porte la critique radicale de l'économie politique, le dépassement de la marchandise et du salariat.

Une telle organisation refuse toute reproduction en elle-même des conditions hiérarchiques du monde dominant. La seule limite de la participation à sa démocratie totale, c'est la reconnaissance et l'auto-appropriation par tous ses membres de la cohérence de sa critique : cette cohérence doit être dans la théorie critique proprement dite, et dans le rapport entre cette théorie et l'activité pratique. Elle critique radicalement toute idéologie en tant que pouvoir séparé des idées et idées du pouvoir séparé. Ainsi elle est en même temps la négation de toute survivance de la religion, et de l'actuel spectacle social qui, de l'information à la culture massifiées, monopolise toute communication des hommes autour d'une réception unilatérale des images de leur activité aliénée. Elle dissout toute « idéologie révolutionnaire » en la démasquant comme signature de l'échec du projet révolutionnaire, comme propriété privée de nouveaux spécialistes du pouvoir, comme imposture d'une nouvelle représentation qui s'érige au-dessus de la vie réelle prolétarisée.

La catégorie de la totalité étant le jugement dernier de l'organisation révolutionnaire moderne, celle-ci est finalement une critique de la politique. Elle doit viser explicitement, dans sa victoire, sa propre fin en tant qu'organisation séparée.

RÉCENTES EXCLUSIONS

LA 7e CONFÉRENCE a exclu en juillet Jan Strijbosch (Hollande), parce qu'il exigeait le retour dans l'I.S. de Rudi Renson unanimement regardé comme démissionnaire de longue date, étant demeuré plus d'un an dans un état d'inactivité totale — et même de disparition pure et simple.

Comme l'activité de Strijbosch lui-même n'avait été qu'à peine plus perceptible pendant le même temps, nous ne pouvions accepter de discuter la justification d'une sorte de « tendance » de la participation incommunicable. Précisons que nous n'avons jamais eu aucun autre reproche à formuler contre ces camarades.

Peu après Anton Hartstein a été exclu, pour une insuffisance théorique qui avait éclaté lors de son intervention à la même Conférence (sur la question de l'État) ; et qui était presque aussitôt aggravée par une certaine lenteur de réaction dans une affaire qui appelait la solidarité pratique de l'I.S.

Théo Frey, Jean Garnault et Herbert Holl ont été exclus à l'instant même où ils cessèrent de soutenir leurs mensonges, dans la confrontation jugée par l'I.S. entre Khayati et eux. C'était le 15 janvier, vers minuit : le détail vaut d'être noté, car les menteurs écrivirent par la suite, comme un argument important d'une de leurs proclamations, que c'était déjà le 16, et ainsi prétendirent qu'il y aurait dans les conclusions de l'I.S. quelque chose d'inexact qui équilibrerait, pour ainsi dire, leur accumulation de falsifications concertées. Ayant à ce moment admis, presque comme une justification supérieure, qu'ils constituaient depuis quelques mois une fraction secrète décidée à capter le pouvoir dans l'I.S. (opération de nature magique, puisque ce « pouvoir » n'est rien d'autre que certaines capacités théoriques et pratiques individuelles, dont ils se sentaient démunis et que la conduite qu'ils assumaient leur interdisait à jamais d'atteindre) ils dirent aussi qu'Édith Frey en était. Comme elle était absente, et comme nous connaissions maintenant les autres, nous ne pouvions pas être sûrs de ce dernier aveu concernant un tiers, et nous n'avons pas alors joint son nom dans notre procès-verbal d'exclusion. Cependant, comme Édith Frey s'est effectivement solidarisée tout de suite avec eux, il faut donc croire qu'elle était dans le secret des menteurs.

QUAND AXELOS AVAIT TROUVÉ UN DISCIPLE

EN JUIN 1966, le numéro 55 du bulletin d'un « Centre International d'Études Poétiques » de Bruxelles contenait, à côté d'un écrit de Kostas Axelos, ex-directeur de la revue Arguments — c'est tout dire — l'article d'un nommé Jacques Darquin, qui présentait du même Axelos l'éloge le plus débridé et le plus stupide. On pouvait lire dans la note biographique qui précédait son article que ce Jacques Darquin « fit partie pendant un court moment de l'Internationale Situationniste ». Nous avons

écrit aussitôt au directeur de la revue, Fernand Verhesen, que c'était faux ; et que nous attendions qu'il fasse savoir, à nous et aux lecteurs de son prochain numéro, que sa bonne foi avait été surprise.

« Cette imposture, ajoutez-vous, est d'autant plus significative qu'elle sert à qualifier un laudateur de M. Kostas Axelos, dont les situationnistes ont plusieurs fois mentionné l'œuvre sous un jour tout opposé. Les procédés publicitaires de M. Darquin révèlent ici dans une redoutable lumière ce que la pensée axelosienne entend par cette trouvaille que "la fausse conscience a partie liée avec la conscience qui pense saisir le vrai". Pour que ce M. Darquin, par exemple, ait eu "partie liée" avec les situationnistes, il faut qu'il s'invente un faux passé. La trivialité de son cas fera apparaître à tout le monde qu'il "se rattache" à nous comme M. Axelos va "se rattachant à Héraclite et à Marx, à Rimbaud et à Nietzsche, etc." Mais l'impudence des rattachements de M. Darquin est encore plus immédiatement démontrable. »

Point gêné, Verhesen ne répondit aucunement, prenant ainsi sur lui toute la responsabilité de la falsification. Plusieurs semaines passèrent, puis il eut à supporter les effets de l'indignation de quelques situationnistes qui le débusquèrent dans une boîte de nuit de Bruxelles. Alors cet affligé personnage, qui reste hautain devant un appel courtois à son honnêteté intellectuelle et devient humble devant les paires de claques, s'empessa de pleurer qu'il n'y avait pas plus de Darquin que de beurre dans les épinards intellectuels d'Axelos ; que toute la darquinade, article bëlant et notice biographique, avait été directement fournie par le seul Axelos. On voit donc la mentalité ! C'est bien ce que nous avions toujours dit.

QUELQUES REFUS AISÉMENT PRÉVISIBLES

NOUS SIGNALONS ICI quelques-uns de nos refus opposés à ceux qui croient devoir nous offrir de prendre place dans tel ou tel stand méprisable du système même que nous avons dénoncé. Bien entendu, l'intérêt de l'information ne nous paraît pas résider dans ces refus mêmes — qui ne devraient surprendre personne — mais dans la naïve indécence dont font preuve certaines de ces offres.

Les situationnistes ont refusé, en juin [19]66, à une revue *Aletheia*, ouverte à toutes sortes de staliniens et saupoudrée d'heideggerisme, de participer à un numéro spécial qui devait traiter du « militantisme » ! En août de la même année, nous avons décliné l'invitation de figurer au « Symposium de la destruction dans l'art », prévu pour septembre à Londres, en faisant observer : « l'art est déjà détruit depuis quelque temps... Maintenant, organiser le spectacle commun des débris et des copies de débris — par exemple Enrico Baj — ce n'est plus détruire mais recoller. C'est être l'art académique de l'époque de l'achèvement de l'art. » En janvier, la fameuse librairie de la bureaucratie en voie de libéralisation, Maspéro, ayant passé commande de la brochure situationniste de Strasbourg — qu'un certain public avait l'inconscience d'aller chercher là — nous écrivîmes à son propriétaire : « Con stalinien, ce n'est pas par hasard que tu n'as pas eu notre brochure. On te méprise. » En mars, il fallut répondre au Centre d'Études Socialistes qui offrait à un membre de l'I.S. de s'engager dans un de ses débats sur « cités concentrationnaires ou urbanisme socialiste », que « nous trouvons inintéressants ceux qui y parlent et ceux qui les écoutent ».

La palme revient à Kostas Axelos (voir plus haut) qui nous écrivit le 27 février, nous proposant, en tant que directeur de la collection « Arguments » des Éditions de Minuit, de lui « envoyer pour lecture le *Traité de Vaneigem* ». Nous lui avons répondu brièvement mais grossièrement.

UN MORALISTE

JANOVER, ex-directeur de Front Noir, qui semble maintenant seul auteur du n° 1 des Cahiers de Front Noir, est un moraliste, ne serait-ce que parce qu'il a ramassé chez Rubel la fameuse explication « éthique » de l'œuvre de Marx, un des nombreux principes de pseudo-unification utiles, pour le job de marxologue bien payé par tous les États modernes, à quiconque est incapable de concevoir la pensée dialectique. Stirner n'avait pas tort de dire que tous les moralistes ont couché dans le lit de la religion ; et par exemple la morale affirmée de Janover, malgré son coup de chapeau au « rêve dyonisiaque » du socialisme utopique, sent plus l'éteignoir que le fouriérisme : « Toute forme de réciprocité amoureuse, pour autant qu'elle s'éloigne des rapports sexuels fondés sur la satisfaction animale ou la nécessité de la reproduction, est indissociable de la fidélité sexuelle. Toute affinité intellectuelle, morale ou affective disparaît dans le cas d'infidélité car elle suppose que la confiance

et l'amour mutuels n'ont pas acquis assez de force pour faire naître une fixation supérieure à l'instinct sexuel de l'animal. » (page 30).

Cet honnête moraliste, qui même dans chacune de ses compilations se pose en dépositaire exclusif de la pureté révolutionnaire — tout ce qui n'est pas son insignifiance lui paraissant de l'arrivisme — a été piqué par la note que nous lui avons consacrée dans I.S. 10 (page 72 : L'armée de réserve du spectacle). Il ne va pas jusqu'à répondre à cet article précis — effectivement peu discuté. Mais il y a tout de même un progrès : maintenant il nomme l'I.S. quand il l'attaque, et nous cite directement. Précisons bien que, pour nous, Janover est discrédité non parce que la dissimulation des réalités dont on parle et la falsification sont « immorales », mais parce qu'elles sont incompatibles fondamentalement avec les méthodes et les buts d'une révolution qui doit abolir l'idéologie et les classes. Cependant le moralisme de Janover ressort agréablement dans sa manière de citer. Il a sélectionné les très rares phrases où des situationnistes ont employé d'une manière encore non-critique — et ceci sur des points marginaux des textes « culturels » dont ces phrases sont extraites — certains concepts de la vieille extrême-gauche (trotskiste). Nous croyons qu'il n'échappe à personne que les recherches théoriques de l'I.S. constituent — heureusement — un mouvement qui s'est approfondi et unifié en corrigeant un bon nombre de ses premières présuppositions : nous l'avons écrit notamment dans I.S. 9, pages 3 et 4. Les citations de Janover sont choisies, comme par hasard, dans le premier numéro d'I.S., et même surtout dans un texte de l'un de nous avant la formation de l'I.S., et dans ce cas elles datent de dix ans. Mais l'intègre Janover voulait faire croire que nous voltigeons par opportunisme, et sur toute la ligne, entre des positions incompatibles, au gré de la mode, et du jour au lendemain.

Comment s'y prend-il pour faire disparaître le développement réel de notre travail théorique, qui n'a pas été sans effet sur certains changements déjà perceptibles de la mode intellectuelle, et qu'il n'a pas dédaigné lui-même d'utiliser (car il ne lit pas seulement Rubel) ? Sa méthode est simple et directe. Pour montrer que toute l'I.S. a sauté « dans l'espoir de donner le change » d'une sorte de parfait trotskisme bureaucratique à ses positions actuelles, il introduit sa petite série de citations, non-datées mais vieilles d'une décennie, par un simple : « il s'agissait hier encore... » (page 75). Ce hier encore est la merveille de ce genre de moralisme, auquel la réputation de Janover ne peut certes manquer de rester à jamais monogamiquement fidèle, sans « espoir de donner le change ».

L'U.G.A.C. ET SON PEUPLE

EN MARS, quelques situationnistes ayant fortuitement rencontré des membres d'une « Union des Groupes Anarchistes-Communistes » (Adresse : Édith Dard, B.P. 114, Paris-10e), acceptèrent le principe d'une discussion ultérieure sans cacher que leurs critiques seraient dures : les thèses de l'U.G.A.C., en effet, si elles proposent de dépasser l'idéologie anarchiste figée et de tenir compte d'un certain apport révolutionnaire du marxisme, vont en réalité, comme si c'était tout neuf et tout indiscutable, vers un ralliement aux pires débris idéologiques et organisationnels du sous-léninisme. Ces anarchistes-communistes disaient cependant être allés eux-mêmes au-delà des positions qu'ils avaient exprimées l'année précédente dans leur document adressé Au mouvement anarchiste international. C'était sûrement dans la mauvaise direction, car un de leurs tracts qui nous vint sous les yeux peu après alliait les deux contre-vérités qui suivent à l'argument débile que l'on va voir : « En Yougoslavie les Comités de Travailleurs gèrent les entreprises. Au Vietnam, le Viet-cong crée des comités d'autogestion populaire. En France, pourquoi pas ? »

Nous leur avons écrit aussitôt : « Vu ce tract, vous comprendre qu'il est impossible de vous rencontrer ». Ils nous répondirent (avec en post-scriptum une citation de l'Histoire du mouvement makhnoviste d'Archinnoff qui donne à penser que l'U.G.A.C. se voit pour l'heure participer au commencement d'une nouvelle révolution de 1917) littéralement :

« Camarades, précisément vu ce tract il est dommage que nous n'ayons pu nous rencontrer. Justement sur la façon de passer, d'une lucide critique de la société, au moyen de toucher les couches populaires au niveau où elles peuvent l'entendre, ce qui est tout autre chose qu'une démagogie. Nous croyons que votre esprit dialectique, dont la qualité nous a paru recouvrir autre chose que les habitudes aristocratiques — fussent-elles arrogamment révolutionnaires — devrait vous permettre de sentir cela. »

Cette conception des « couches populaires » nous paraît se passer de tout commentaire.

MISÈRES DE LA LIBRAIRIE

NOUS AVONS CRU devoir retirer nos publications de la librairie « La Vieille Taupe ». Son propriétaire avait trop de prétentions révolutionnaires pour être considéré comme un libraire neutre vis-à-vis des écrits qu'il affiche ; et trop peu de rigueur dans son activité pour être considéré comme un libraire révolutionnaire (souffrant la présence prolongée et les discours d'imbéciles, et même de pro-chinois).

Chose plus sérieuse : nous démentons formellement que le libraire-éditeur Georges Nataf (25 rue des Boulangers, Paris-5e) ait jamais été autorisé par les situationnistes à se présenter comme chargé, ou susceptible d'être chargé, de l'édition, ou de la réédition, de la revue Internationale Situationniste, ou de n'importe quel autre texte de l'I.S. Nous nous sommes employés, dès le mois de juin, à démentir vivement cette imposture (à laquelle nous supposons des motivations affectives plutôt qu'économiques) par une intervention directe qui n'a pu être ignorée par personne de son entourage.

L'OR DE L'I.S.

NOTRE CAMARADE Charles Radcliffe a été récemment inculpé à Londres pour émission de fausse monnaie : il s'agissait de sa participation à la production d'un tract contre la guerre américaine au Vietnam, dont le support est le fac-similé d'un dollar. C'est, semble-t-il, d'après un dossier établi à Paris par des gens de la C.I.A. que l'ambassade des États-Unis en Angleterre est intervenue auprès des autorités britanniques pour leur arracher cette qualification du délit. Ainsi donc, il serait complètement erroné de découvrir dans cet incident la solution finale des vieilles questions semi-mythologiques qui ont été soulevées ça et là sur l'origine de nos ressources. Après avoir passé quelques mois dans la clandestinité, Radcliffe est actuellement en liberté provisoire.

LES SCISSIONS DE LA F.A.

CONTRAIREMENT à tous les bruits répandus sciemment dans la Fédération Anarchiste, et clamés jusque dans son Congrès de Bordeaux, il n'y a jamais eu aucune sorte de « complot situationniste » tendant à faire éclater cette Fédération, qui a toujours présenté à nos yeux l'inintérêt le plus total. Nous n'y connaissions personne. La lecture épisodique du déplorable Monde Libertaire était loin de nous laisser supposer que l'I.S. pût y avoir la moindre audience. De la misère en milieu étudiant apporta à cet égard une certaine surprise : différents membres de la F.A. parurent l'approuver. La direction permanente de la F.A., qui avait absolument tout supporté, dans ses rangs ou en invité dans son journal, du pro-chinois, du surréaliste, du lettriste, avec la même bienveillance qu'elle accorde au syndicat Force Ouvrière, réagit très vivement pour soustraire on ne sait quels militants à la première influence qu'elle jugea pernicieuse. Un article nous calomniait avec la dernière lourdeur. Nous envoyâmes une réponse assez dure, ce qui plaçait tout individu à prétention révolutionnaire dans l'obligation d'en exiger la parution et, puisqu'elle apparaissait impossible à ses chefs, d'en tirer les conséquences. C'est, par exemple, ce qui ne firent pas les « anarchistes » du Groupe de Nanterre, de vrais étudiants qui croyaient pouvoir s'offrir les luxes réunis de nous applaudir en esthètes, d'être garantis anarchistes par l'étiquette F.A., et de n'être en rien compromis par les actes de la F.A., puisqu'ils la condamnaient à tout instant à l'extérieur. Trois groupes se trouvèrent en cette circonstance — celui de Ménilmontant, le Groupe Anarchiste-Révolutionnaire et le Groupe Makhno de Rennes — pour défendre une position honorable. Ce problème fit surgir tous les autres. Les choses s'envenimèrent au point qu'au Congrès de Bordeaux, en avril, tandis que ces trois groupes rompaient avec la totalité de la F.A., une autre scission, numériquement beaucoup plus considérable, était amenée à fonder une F.A. bis, qui reproduit pour son propre compte la confusion et les carences de la véritable. Bien entendu, l'I.S. n'avait et n'aura aucune sorte de relation avec ces deux F.A. De leur côté, les trois groupes radicaux qui se sont définis dans ce processus ont fusionné, et ont annoncé la prochaine parution d'une revue Internationale Anarchiste (Adresse : 80, rue de Ménilmontant, Paris-20e). Il est bien clair que, sans que rien d'extérieur ne s'en occupe, la F.A. devait éclater d'elle-même à partir du moment où certains de ses membres découvraient la moindre trace d'un courant critique réel d'aujourd'hui. Car voir une telle critique est du même coup voir le vide de la F.A., et la manière dont ce vide se défend.

L'IDÉOLOGIE ALSACIENNE

LES MILLIERS de lignes accumulées par les garnautins, dans les quelques dizaines de circulaires et tracts qu'ils ont fait paraître après leur exclusion, bardées d'affirmations péremptoires subrepticement découpées dans les publications situationnistes précédentes, et ici tout à fait hors de propos, n'ont jamais poursuivi qu'un seul but : cacher d'un rideau de fumée idéologique ce simple petit fait trivial, direct, brutal, que Frey, Garnaut et Holl ont été exclus pour avoir menti en équipe, dans le but d'obtenir l'exclusion de Khayati, en essayant jusqu'à la dernière minute d'arracher ce « succès » ; faisant ce qu'ils pouvaient, jusqu'au bout, pour convaincre une assemblée de l'I.S. qui, depuis des heures, les traitait de plus en plus nettement en suspects.

De notre côté, mis à part un procès-verbal de l'exclusion immédiatement envoyé à tous les membres de l'I.S. absents de cette assemblée, et à seulement quatre personnes extérieures engagées à ce moment dans une action pratique avec nous (parmi lesquelles le seul Vayr-Piova préféra ne pas comprendre) — nous n'avons jamais publié qu'un seul texte Attention ! trois provocateurs, qui était suffisant et définitif. Et les garnautins, dans leurs multiples documents, n'ont même pas pensé qu'il était utile (car ils n'en étaient évidemment plus à un mensonge près) de rejeter une bonne fois cette accusation vraiment suffisante et centrale. Ils n'ont pas senti que ce silence les jugeait aux yeux de toute personne non prévenue. Ils ont biaisé, lancé d'autres contre-vérités, parlé d'autre chose, fait allusion au vif du sujet avec une gêne pudique : « Khayati ment : il rapporte inexactement des détails, et même si ces détails avaient été "exactement" rapportés, il n'en aurait pas moins menti sur l'ensemble d'une situation... » (tract garnautin du 19 janvier). On admirera le demi-aveu du « et même si ». C'est bien en effet ce qui s'était passé, et le « détail » est, à vrai dire, gros comme ce qui leur manque.

Leur tendance au renversement idéologique du réel, qui les avait menés au mensonge conspiratif, la prompte mise au jour du mensonge l'a poussée à l'extrême, en en faisant une nécessité. Aucune énormité dès lors ne les arrête plus dans la course aux contre-sens. Ils ont trouvé « flicard » le tract de l'I.S. qui dénonçait leur procédé policier tout à fait classique de la production de quelques taux-témoins pour déshonorer et faire éliminer un adversaire gênant, dans la meilleure tradition du « document Taschereau ». Ils se sont abrités derrière Hegel pour condamner « la réflexion dite psychologique » qui veut rabaisser par de petites explications d'ordre privé les « grandes figures historiques ». Ainsi, ils postulent avec une naïveté percutante qu'ils sont, eux, de ces hommes historiques. Ils pensent donc avoir « voulu et accompli une grande chose, non imaginaire et présumée, mais bien juste et nécessaire. » Ces héros oublient simplement que tout ce qu'ils ont par eux-mêmes jamais voulu — sinon accompli — c'était la réussite d'un truquage aussi vil que dépourvu de sens ; et que, si nous avons dû avancer quelques précisions sur leur misère psychologique, c'est bien parce que nous avions à expliquer la surprenante petitesse de leur action. Cette majorité qui les rejetait — en fait tous ceux qui ne figuraient pas dans leur fraction ainsi découverte —, ils l'ont alors imputée à une dictature de Debord et de ses fanatiques partisans. Ils ont inventé ce pouvoir personnel dans l'I.S., pour y réappliquer la dialectique du maître et de l'esclave. Ils croient qu'ils ont été les esclaves servant les fins de Guy Debord ; et ainsi qu'ils sont appelés à devenir des maîtres. Mais ils ont ignorés, pour un tel « dépassement de l'I.S. », comme toujours, l'essentiel. Ils étaient peut-être bien des esclaves, par goût personnel. Nous l'ignorions. Mais dans ce cas ils étaient assurément des esclaves qui ne travaillaient pas. Ils ne pouvaient donc voir aliéner pour l'usage de qui que ce soit leur œuvre, puisqu'elle était inexistante ; ni devenir forts de la fonction pratique à laquelle ils eussent été soumis, puisqu'ils n'en avaient aucune. C'était justement leur non-participation à l'activité commune de l'I.S., leur fermeté à demeurer — d'ailleurs en dépit de leurs engagements — dans une vie provinciale « étudiante » faites de quiètes spéculations, qui créaient leur infériorité, leur connaissance contemplative de l'I.S. Cette contemplation admirative s'est normalement changée en rancœur. Leur fraction s'est constituée secrètement sur le thème de l'égalité à établir dans l'I.S. ; et ces idéologues de l'égalité pure étaient assez aveuglés pour ne pas sentir que leur constitution en fraction secrète (avant même le recours à la calomnie organisée) les plaçait au-dessus de l'ensemble de l'I.S., et constituait la première inégalité objective créée et institutionnalisée dans les rapports entre les situationnistes.

Aussitôt que les garnautins furent compris par l'I.S., et traités en conséquence, l'idéologie de l'égalité pure fut proclamée hautement et servit à rassembler quelques étudiants qu'eux-mêmes méprisaient la veille, non sans raison. En quelques semaines on égalisa à Strasbourg avec

une fureur et un extrémisme au regard desquels les exigences des niveleurs et des bras-nus, des millénaristes et des babouvistes parurent des jeux d'enfants. On proclama que le défaut de l'I.S. avait été de n'être qu'une avant-garde, et que l'avant-garde n'existe que par le retard de quelques autres. Que le retard était donc aboli par Garnault, et qu'il fallait maintenant « une organisation révolutionnaire capable d'agir dans le monde sur une vaste échelle » (L'Unique et sa propriété). Et donc que l'on était devenu cette organisation. D'un trait de plume, le prolétariat mondial, sorti comme un seul homme des divers degrés de son retard, était là, rigoureusement égal en conscience et en capacité à Garnault et à n'importe qui. Et ceci était le dépassement de l'I.S., si souhaitable dans leur position. Naturellement, tout cela s'était passé dans la pensée pure.

Le produit de « cet enthousiasme qui, comme un coup de pistolet, commence immédiatement avec le savoir absolu » (Hegel) a paru pour l'étonnement ébloui du monde, qui ne le reverra pas de si tôt, le 13 avril 1967. Là, l'« organisation révolutionnaire capable d'agir dans le monde sur une vaste échelle » est montée à l'assaut du ciel de la M.N.E.F., (section de Strasbourg). Et pour avoir été défaite dans cette épopée électorale, elle n'en laisse pas moins le glorieux souvenir de sa praxis totale, en sauce Garnault (personne ne s'étonnera donc si nos idéologues condamnent ensuite dans l'I.S. l'abus de l'exigence de cohérence entre ce que l'on dit et ce que l'on fait).

La plus haute production de l'idéologie alsacienne a été imprimée dans la brochure L'Unique et sa propriété. Ici Debord a remplacé Khayati comme objet d'envie et de haine. L'incohérence totale, au niveau même du texte, se ramène à ce développement. La théorie de l'I.S. avait de grandes qualités. Elle avait un grave défaut : c'est d'être débordiste. De sorte qu'elle ne valait rien, même comme théorie. Car seule la praxis... (voir plus haut).

Pour soutenir cette rigolade — Debord seul ayant toujours tout dirigé et tout fait — les procédés les plus sots sont mis à contribution parmi une dizaine d'évidents mensonges : ainsi l'idée qu'il n'y aurait jamais eu d'oppositions dans l'I.S., alors que nos garnautins furent, tout au contraire, la première de ces oppositions qui soit lâchement restée secrète. Pour une citation attribuée nommément à Debord (pour laquelle on feint de croire que le concept de « communication » n'est pas employé au sens de l'I.S., mais au sens unilatéral de l'O.R.T.F, par exemple), deux citations avancées sans nom d'auteur sont en fait de Vaneigem : tous les situationnistes, et tous les lecteurs attentifs de nos publications, sachant bien que certaines des conceptions de Vaneigem sur les qualités de l'organisation situationniste présentent d'importantes nuances personnelles. Debord, comme meneur, est identifié au cardinal de Retz, lequel se voit en retour doté d'une conscience de classe assez insolite (« se regardant jouer le jeu esthétique d'une lutte sans espoir face à la montée de l'appareil bureaucratique-bourgeois »). Nos idéologues auraient dû plutôt lire Retz : ils y auraient appris qu'« en fait de calomnie, tout ce qui ne nuit pas sert à celui qui est attaqué ».

Le comble de leur analyse est de découvrir, dans le style « marxiste » de L'Humanité Dimanche, que du fait que la revue Internationale Situationniste paraît légalement, et que Debord, son directeur, se trouve personnellement responsable de nos dettes chez l'imprimeur qui a la témérité de nous faire confiance, il y a là la base d'un pouvoir économique qui expliquerait la fatalité d'un pouvoir débordiste sur toute l'I.S. ; et qui explique du même coup pourquoi les héros de l'égalisation n'ont même pas essayé une minute de s'opposer à ce pouvoir, et lui ont toujours fait bonne mine.

Le fait par exemple que toutes nos publications hors de France ont toujours et partout été réalisées sur une base financière complètement autonome par les camarades de ces pays, avec d'autres « directeurs » ou d'autres travailleurs dans les imprimeries, n'a même pas été considéré dans leur optique étroitement alsacienne.

La réalité actuelle de l'I.S. comme « groupe international de théoriciens », paraissait déjà bien belle aux garnautins, quand ils croyaient y avoir leur place, et pouvoir prouver bientôt qu'ils étaient aussi eux-mêmes au moins des théoriciens. Dès le lendemain de leur exclusion, ils reprochent à l'I.S. de n'être que cela ; de ne pas se déclarer comme eux « organisation révolutionnaire capable d'agir dans le monde sur une vaste échelle ». Il serait bien inutile d'attendre d'eux la moindre conscience des réalités du processus pratique qui créera ce genre d'organisation des travailleurs dans la société moderne. Mais pour rester sur le plan émotionnel et égocentrique qui les tient captifs, on peut se demander quelle différence il y aurait pour eux à ce que le nouveau

courant révolutionnaire soit au stade de la première liaison sur une nouvelle base théorique, ou déjà vécu par des ouvriers révolutionnaires en lutte, ou même au stade du pouvoir des Conseils. Car les garnautins et leur pratique réelle y seront à tout moment condamnés. Les ouvriers révolutionnaires ne plaisent pas sur les questions de calomnie — au contraire des bureaucrates et politiciens qui règnent par les manipulations de mensonges. Et le pouvoir prolétarien des Conseils, qui est de part en part la mise en pratique de la vérité, devra évidemment traiter les cas de mensonges soutenus en équipe par des groupes secrets, poursuivant leurs propres fins, comme une des rares formes d'obstruction qu'il aura encore à réprimer.